

**Assemblée générale**

Distr. générale
8 avril 2004
Français
Original: anglais

Cinquante-huitième session

Points 134 et 145 a) de l'ordre du jour

**Aspects administratifs et budgétaires du financement
des opérations de maintien de la paix des Nations Unies****Financement des forces des Nations Unies chargées
du maintien de la paix au Moyen-Orient : Force
des Nations Unies chargée d'observer le dégagement****Force des Nations unies chargée d'observer le dégagement :
Rapport sur l'exécution du budget de l'exercice allant
du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 et projet de budget
pour l'exercice allant du 1er juillet 2004 au 30 juin 2005****Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires**

	<i>Dollars É.-U.</i>
Crédit ouvert pour 2002/03	38 991 800
Dépenses de 2002/2003	38 975 700
Crédit ouvert pour 2003/04	40 009 200
Projet de budget du Secrétaire général pour 2004/05	40 902 100
Recommandation du Comité consultatif pour 2004/05	40 715 700

I. Introduction

1. On trouvera dans le présent rapport, aux paragraphes 16 et 19, des recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires tendant à une réduction de 186 400 dollars par rapport à l'enveloppe proposée dans le projet de budget de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD) pour l'exercice allant du 1er juillet 2004 au 30 juin 2005 (voir A/58/662). On y trouvera aussi un certain nombre d'observations et de recommandations concernant l'administration et la gestion de la Force et les économies supplémentaires qui pourraient être réalisées.



2. Dans son rapport d'ensemble sur les aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (A/58/759), le Comité consultatif a présenté ses vues et formulé des recommandations sur plusieurs questions qui intéressent toutes les opérations. Le présent rapport ne porte donc que sur les ressources de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement et les autres questions qui la concernent directement.

3. Les documents sur lesquels le Comité consultatif s'est fondé pour examiner le financement de la Force sont énumérés à la fin du présent rapport.

II. Rapport sur l'exécution du budget pour la période du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003

4. Sur la recommandation du Comité consultatif, l'Assemblée générale, dans sa résolution 56/294 du 27 juin 2002, a décidé d'ouvrir pour inscription au Compte spécial de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement, au titre de l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003, un crédit d'un montant de 40 760 200 dollars, comprenant un montant brut de 38 991 800 dollars pour le fonctionnement de la Force, 1 579 200 dollars pour le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et 189 200 dollars pour la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie). Le montant total du crédit ouvert a été mis en recouvrement auprès des États Membres.

5. Les dépenses pour la période se sont chiffrées à un montant brut de 38 975 700 dollars (montant net : 37 969 300 dollars), soit 16 100 dollars de moins que le montant du crédit ouvert, à savoir 38 991 800 dollars (voir A/58/641, sect. III.A).

6. Le solde inutilisé s'explique essentiellement par la révision du contrat concernant les rations, un taux de change favorable de la livre syrienne par rapport au dollar des États-Unis et des dépenses afférentes à l'achat de véhicules, d'essence, d'huile et de carburants qui ont été inférieures aux prévisions. Les économies réalisées ont été en partie annulées par des dépenses supplémentaires imputables à : i) des montants plus élevés que ceux inscrits au budget au titre des contributions du personnel et des dépenses communes de personnel; ii) une augmentation des traitements et indemnités versés au personnel local à compter de juillet 2002; iii) des frais de voyage supplémentaires en raison de déplacements imprévus rendus nécessaires par les conditions de sécurité dans la région; et iv) une consommation d'électricité et d'eau plus élevée que ce qui était prévu dans le cadre des projets de construction en cours.

7. Le Comité consultatif note, à la section III.B du rapport sur l'exécution du budget, que le montant total des recettes diverses et ajustements pour la période est de 1 875 000 dollars, dont 1 190 000 dollars au titre des intérêts créditeurs, 240 000 dollars au titre des recettes diverses et 454 000 dollars au titre de la réduction ou de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs, et déduction faite d'un montant de 9 000 dollars au titre d'ajustements sur exercices antérieurs. **Le Comité demande qu'à l'avenir, les ajustements sur exercices antérieurs soient expliqués dans les rapports sur l'exécution du budget.**

8. On trouvera dans la section IV ci-après, relative au projet de budget pour l'exercice allant du 1er juillet 2004 au 30 juin 2005, les observations du Comité

consultatif au sujet des renseignements présentés dans le rapport sur l'exécution du budget au titre des divers objets de dépense.

III. Information sur l'exécution du budget de l'exercice en cours

9. Le Comité consultatif a été informé qu'au 29 février 2004, le montant total mis en recouvrement auprès des États Membres pour financer la FNUOD depuis sa création s'établissait à 1 389 105 851 dollars. Les paiements reçus à la même date s'élevaient à 1 362 038 991 dollars, le montant restant dû se chiffrait à 20 255 869 dollars. Au 1er mars 2004, le solde de trésorerie de la mission se montait à 21 100 000 dollars et ses engagements non réglés pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 se chiffraient à 2 488 761 dollars.

10. Le Comité consultatif a par ailleurs été informé que les montants remboursés au titre des contingents jusqu'au 31 octobre 2003 s'élevaient à 182 476 068 dollars, tandis que le montant dû pour la période allant du 1er novembre 2003 au 29 février 2004 était de 4 714 963 dollars. Pour ce qui est du matériel appartenant aux contingents, le Comité a été informé qu'au 29 février 2004, un montant de 1 335 800 dollars avait été remboursé et le montant dû était estimé à 2 457 300 dollars, les engagements non réglés pour la période allant jusqu'au 30 juin 2003 se montant à 1 303 000 dollars. S'agissant des indemnités payables en cas de décès ou d'invalidité, au 29 février 2004, 149 demandes d'indemnité avaient donné lieu à des versements d'un montant total de 5 245 500 dollars; il n'y avait aucune demande en instance de règlement et les engagements non réglés s'élevaient à 1 255 000 dollars.

11. Le Comité consultatif a été informé qu'au 29 février 2004, le tableau d'effectifs de la FNUOD pour l'exercice allant du 1er juillet 2003 au 30 juin 2004 se présentait comme suit :

	<i>Nombre de postes autorisés</i>	<i>Nombre de postes pourvus</i>	<i>Pourcentage de postes vacants</i>
Membre des contingents	1 037	1 038	–
Personnel international	40	37	7,5
Personnel recruté sur le plan national	92	92	–

12. Le Comité consultatif a également eu communication de données, arrêtées au 29 février 2004, sur les dépenses de l'exercice allant du 1er juillet 2003 au 30 juin 2004 (voir annexe). Les dépenses pour la période se sont élevées à un montant brut de 29 915 900 dollars (montant net : 29 164 300 dollars), pour un crédit ouvert d'un montant brut de 40 009 200 dollars (montant net : 39 027 100 dollars)

IV. Projet de budget pour l'exercice allant du 1er juillet 2004 au 30 juin 2005

A. Mandat et résultats prévus

13. Le Comité consultatif prend note avec satisfaction des progrès accomplis par la mission dans la présentation du projet de budget (A/58/662) selon la

technique de budgétisation axée sur les résultats. Toutefois, de l'avis du Comité, l'indicateur de succès relatif à la réalisation escomptée 1.1 devrait être mesurable pour permettre une analyse objective des résultats obtenus. Le Comité note par ailleurs que, dans les cadres budgétaires axés sur les résultats concernant la FNUOD, ni le rapport sur l'exécution du budget ni le projet de budget ne font référence à une composante civile fonctionnelle.

14. Des renseignements ont été communiqués au Comité consultatif, à sa demande, sur les aspects humanitaires des activités de la mission. Comme indiqué ci-après, la FNUOD, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Comité international de la Croix Rouge et d'autres entités et organismes actifs dans la région, s'occupe aussi d'un certain nombre de questions comme l'échange de renseignements sur les activités de déminage et la facilitation du passage des civils; en outre, le personnel médical de la FNUOD fournit des soins médicaux d'urgence à la population locale en cas de besoin. **Le Comité, qui a pris note de ces renseignements, souligne que le programme de travail de la FNUOD exposé dans le projet de budget devrait comprendre toutes les activités relevant du mandat de la Force qui ont été autorisées par le Conseil de sécurité.**

B. Ressources nécessaires

1. Militaires et personnel de police

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé pour 2003/04</i>	<i>Effectif proposé pour 2004/05</i>
Contingents	1 037	1 037

15. Il est proposé, pour l'exercice 2004/05, de réduire de 168 900 dollars, soit 0,9 %, le montant alloué au titre des militaires et du personnel de police pour l'exercice en cours. Cette variation découle essentiellement d'une diminution du prix unitaire des rations, compte tenu des dépenses effectives des quatre dernières années, par rapport au coût standard de 7 dollars par jour et par personne. Il a été précisé au Comité consultatif, sur sa demande, que la qualité des rations ne se ressentait pas de la baisse de leur prix unitaire.

2. Personnel civil

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé pour 2003/04</i>	<i>Effectif proposé pour 2004/05</i>
Personnel international	40	41

Recommandations concernant les postes

16. Création d'un poste d'*administrateur chargé de la sécurité (P-3), Bureau du Commandant de la Force (A/58/662, par. 7)*. Le Comité consultatif note qu'actuellement, les fonctions d'un responsable de la sécurité sont exercées par un observateur militaire de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST), qui a été affecté à la FNUOD en tant que Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité en République arabe syrienne. Cet observateur militaire a été prêté à la FNUOD à titre temporaire, comme initialement

convenu entre le Chef du personnel de l'ONUST et le commandant de la Force, étant entendu que cet arrangement prendrait fin dès qu'un poste serait inscrit au budget de la FNUOD et serait pourvu par un civil. Il a été précisé au Comité, sur sa demande, que compte tenu de l'évolution récente de la situation sur le plan de la sécurité dans les missions de l'ONU, il était essentiel qu'un spécialiste civil pleinement qualifié soit affecté à la FNUOD en tant qu'administrateur chargé de la sécurité. **De l'avis du Comité consultatif, la proposition relative à la création d'un poste d'administrateur chargé de la sécurité de niveau P-3 devrait être envisagée dans le contexte d'un examen d'ensemble des besoins des opérations de maintien de la paix des Nations Unies en matière de sécurité. En conséquence, le Comité ne recommande pas la création, à ce stade, du poste P-3 demandé.**

17. *Reclassement, de P-5 à D-1, du poste de chef du Service administratif (A/58/662, par. 8).* Le Comité consultatif rappelle que, dans le contexte de son examen du projet de budget pour l'exercice 2003/04, il s'était prononcé contre le reclassement du poste de chef du Service administratif (P-5). L'Assemblée générale, au paragraphe 11 de sa résolution 57/324, avait invité le Secrétaire général à lui présenter à nouveau, avec toutes les justifications requises, sa proposition relative au reclassement du poste de chef du Service administratif dans la cadre de son projet de budget pour l'exercice allant du 1er juillet 2004 au 30 juin 2005. Le Comité fait observer, à cet égard, que la proposition de reclassement a été présentée à nouveau, accompagnée des deux nouveaux éléments justificatifs ci-après : i) dans le cadre de son programme de modernisation étalé sur trois ans, la FNUOD s'emploie à harmoniser les fonctions militaires et les fonctions d'appui civil en vue d'accroître l'efficacité de l'appui fonctionnel fourni à la mission, ce qui implique davantage de responsabilités pour le chef du Service administratif; et ii) du fait de la délégation de pouvoirs plus étendus par le Siège, le chef du Service administratif exerce désormais de plus grandes responsabilités. **Compte tenu des raisons avancées, le Comité recommande que le reclassement proposé soit approuvé.**

18. *Maintien de trois postes d'agent local (dont un informaticien et un câbleur à la Section des transmissions et un commis préposé à la réception et à l'inspection du matériel ainsi qu'au Système de gestion des biens non durables et des fournitures à la Section des services généraux) (A/58/662, par. 9).* Le Comité consultatif rappelle que l'Assemblée générale, au paragraphe 10 de sa résolution 57/324, a autorisé le Secrétaire général à pourvoir ces trois postes pour une durée d'un an au plus et l'a invité à renouveler sa demande, en l'accompagnant de toutes les justifications requises, dans son projet de budget pour l'exercice allant du 1er juillet 2004 au 30 juin 2005. Le Comité souligne que la modernisation de l'infrastructure du réseau de données et la mise en service du système Galileo dans les opérations de maintien de la paix qui sont en cours à la FNUOD devraient entraîner des gains d'efficacité et permettre de déplacer plus facilement les ressources dans les secteurs où elles sont le plus nécessaires. De l'avis du Comité, les besoins de personnel supplémentaire dans les domaines de l'informatique et du contrôle du matériel seront mieux connus quand la modernisation de l'infrastructure et la mise en service de Galileo seront achevées. **Le Comité n'émet pas d'objection au maintien de ces trois postes pour l'exercice 2004/05. Toutefois, leur maintien après juin 2005 devra être justifié dans le prochain projet de budget de la FNUOD. Le Comité se propose de réexaminer la question compte tenu de l'état d'avancement du**

programme de modernisation de l'infrastructure et de la mise en oeuvre des projets Galileo.

19. *Création de 14 postes d'agent recruté sur le plan national, dont les titulaires exerceront des fonctions qui sont actuellement externalisées auprès d'une entreprise employant 14 travailleurs intermittents, dans les domaines des services généraux, des achats et des services techniques (A/58/662, par. 10).* Le Comité consultatif a été informé que la conversion proposée se traduirait par une augmentation de 251 100 dollars au titre du personnel recruté sur le plan national, en partie annulée par une diminution de 112 600 dollars au titre des services d'entretien. Le Comité a aussi été informé, sur sa demande, que les 14 postes se répartiraient comme suit : un assistant au traitement électronique des données (système de contrôle du matériel des missions/Galileo); un technicien d'entretien; un commis à l'enregistrement et au classement; deux électriciens; un électricien chevronné; un mécanicien chargé des groupes électrogènes; deux techniciens du bâtiment (maçons); un charpentier, un dessinateur; un technicien du bâtiment (peintre); un plombier et un technicien chargé des réseaux d'eau et d'assainissement. Comme indiqué au paragraphe 10 du projet de budget, « une enquête générale effectuée par le Département des opérations de maintien de la paix a montré que ces postes ont trait à des fonctions essentielles qui ont un caractère permanent et pour lesquelles le contrat actuel ne convient pas ». **Le Comité consultatif estime que les raisons données dans le projet de budget pour justifier ces postes et celles qui lui ont été présentées oralement ne sont pas satisfaisantes. De l'avis du Comité, l'administration de la FNUOD devrait s'efforcer de trouver des arrangements adéquats en matière d'externalisation, en tenant compte des observations qu'il a formulées dans son rapport d'ensemble sur les opérations de maintien de la paix (voir A/58/759). Le Comité ne recommande donc pas la conversion proposée et a l'intention de revenir sur la question l'an prochain.**

Observations et recommandations diverses

20. Le rapport sur l'exécution du budget fait état d'un dépassement de crédit d'un montant de 31 100 dollars, imputable au paiement d'heures supplémentaires aux agents recrutés sur le plan national qui conduisent les autobus de transport de personnel de la mission. Le Comité consultatif rappelle ses observations antérieures sur la question, à savoir que « **pour réduire, dans la mesure du possible, les dépenses, d'autres solutions devraient être envisagées; le personnel pourrait, par exemple, être prié de se regrouper à certains endroits commodes pour prendre la navette ou en descendre** » (A/57/772/Add.7, par. 20). **Malgré les renseignements complémentaires qu'il a reçus sur la question, le Comité n'est pas satisfait de la réponse de l'administration. Il lui recommande donc à nouveau de trouver d'autres solutions que le ramassage de personnel à domicile.**

21. Le Comité consultatif a échangé des vues avec les représentants du Secrétaire général au sujet de la proposition visant à ce que des membres du personnel des missions de maintien de la paix nommés en vertu de la série 300 des dispositions du Règlement du personnel soient désormais régis par la série 100. En ce qui concerne la FNUOD, le Comité a été informé qu'aucun crédit supplémentaire n'avait été prévu dans le projet de budget pour 2004/05 au titre de la transformation de postes relevant de la série 300 en postes relevant de la série 100. Les observations du

Comité sur la question sont présentées dans son rapport d'ensemble sur les opérations de maintien de la paix.

3. Dépenses opérationnelles

(En dollars des États-Unis)

<i>Montant alloué en 2003/04</i>	<i>Montant prévu en 2004/05</i>
13 743 400	12 743 300

22. Le montant estimatif des dépenses opérationnelles pour l'exercice allant du 1er juillet 2004 au 30 juin 2005 représente une diminution de 1 000 100 dollars, soit 7,3 %, par rapport au montant alloué pour l'exercice en cours. Cette diminution s'explique essentiellement par : i) une réduction des achats de matériel informatique, du fait que la plus grande partie du matériel informatique hors d'usage ou obsolète doit être remplacée durant l'exercice en cours; ii) une baisse des dépenses au titre des installations et infrastructures, du fait que la plupart des travaux de construction prévus dans le cadre du programme de modernisation doivent être achevés au cours de l'exercice 2003/04; et iii) des besoins moins importants au titre des fournitures, services et matériels divers, étant donné que la plupart des appareils de climatisation qui doivent être installés dans les bâtiments construits dans le cadre du programme de modernisation seront achetés en 2003/04.

Voyages

23. Le montant estimatif prévu en 2004/05 au titre des voyages, tel qu'il apparaît à la section II.1 du projet de budget, soit 300 700 dollars, est en augmentation de 5 400 dollars par rapport au montant alloué pour l'exercice 2003/04, à savoir 295 300 dollars. Sur le total de 300 700 dollars, un montant de 89 300 dollars a trait aux voyages liés à la formation. Selon les renseignements complémentaires communiqués au Comité consultatif, le montant estimatif total de 211 400 dollars prévu pour les voyages autres que ceux liés à la formation doit permettre de couvrir les frais de déplacement à l'intérieur de la zone de la mission (46 300 dollars), les frais de voyage du personnel de la FNUOD se rendant au Siège ou en d'autres lieux (81 700 dollars) et ceux du personnel du Siège se rendant à la mission (83 400 dollars). **Les renseignements complémentaires fournis au Comité au sujet du programme de voyages de la mission étaient vagues, non étayés, et ne justifiaient pas clairement les voyages proposés.**

24. En outre, le Comité consultatif constate dans le rapport sur l'exécution du budget de l'exercice 2002/03 que, comme ce fut déjà le cas pour l'exercice 2001/02, les dépenses de la mission au titre des voyages ont dépassé de beaucoup (49 200 dollars, soit une augmentation de 24,1 %) le montant inscrit au budget, à savoir 204 400 dollars. Le Comité rappelle que, pour l'exercice 2001/02, les dépenses au titre des voyages s'étaient élevées à 103 900 dollars, soit une augmentation de 36 900 dollars, ou 55,1 %, par rapport aux crédits alloués, à savoir 67 000 dollars. Le Comité souligne que les dépenses effectives de la FNUOD au titre des voyages ont plus que doublé entre l'exercice 2001/02, où elles se sont chiffrées à 103 900 dollars, et l'exercice 2002/03, où elles se sont établies à 253 600 dollars. **Le Comité est préoccupé par une augmentation aussi considérable des frais de voyage non budgétisés et compte que l'administration de la FNUOD et le Département des**

opérations de maintien de la paix prendront les mesures nécessaires pour assurer un meilleur contrôle des dépenses au titre des voyages.

25. Le Comité note que, dans les renseignements complémentaires qui lui ont été communiqués au sujet du rapport sur l'exécution du budget, certains voyages liés à la formation figurent sur la liste des voyages autres que ceux liés à la formation. Il note en outre qu'un membre du personnel de la FNUOD s'est rendu à New York pour assister à l'évaluation des offres en vue de la conclusion d'un nouveau marché concernant la fourniture de rations sèches et surgelées pour la FNUOD, et qu'un autre voyage à New York a été effectué en vue d'assister à l'évaluation technique des invitations à soumissionner pour des véhicules tous terrains. **Le Comité consultatif s'interroge sur la nécessité de ce type de déplacement, le Département des opérations de maintien de la paix étant certainement doté, au Siège, des compétences techniques nécessaires pour procéder aux évaluations techniques en question. En outre, le Comité veut croire que, bien que des représentants de la FNUOD aient participé à l'exercice d'évaluation, la procédure d'appel d'offres a été pleinement respectée et l'évaluation des offres impartiale.**

26. **Compte tenu des observations formulées dans les paragraphes précédents, et sans recommander, à ce stade, une réduction des dépenses au titre des voyages, le Comité espère que le rapport sur l'exécution du budget fera état d'économies substantielles à cette rubrique.**

Transports terrestres

27. Le coût estimatif des transports terrestres pour l'exercice se terminant le 30 juin 2005 se monte à 2 986 500 dollars, soit une augmentation de 270 700 dollars, ou 10 %, par rapport au montant alloué pour l'exercice en cours. Comme indiqué au paragraphe 16 du projet de budget, l'écart tient essentiellement au fait que, suivant la politique générale adoptée pour le remplacement des véhicules, il faut remplacer 13 % du parc total de véhicules, soit 471 unités, compte tenu de l'âge, du kilométrage et de l'état général des véhicules.

28. Le Comité note également que des dépenses supplémentaires sont prévues au titre : i) de l'achat de matériel d'atelier pour l'entretien des véhicules (55 500 dollars, soit une augmentation de 133,7 %) et de dispositifs CarLog pour 88 camions, dont 28 véhicules blindés de transport de personnel Nyala; et ii) des frais de réparation et d'entretien (12 000 dollars, soit une augmentation de 9,4 %), en raison du coût plus élevé de l'entretien des véhicules blindés de transport de personnel Nyala.

29. Le rapport sur l'exécution du budget de l'exercice 2002/03 fait apparaître des économies de 423 200 dollars au titre des transports terrestres, qui sont essentiellement dues au fait que la FNUOD a reçu 60 véhicules, dont 28 véhicules blindés de transport de personnel Nyala, provenant de missions dont les effectifs ont été réduits. Le Comité consultatif a par ailleurs été informé que les dépenses supplémentaires au titre des pièces de rechange pour les 28 véhicules blindés de transport de personnel Nyala se sont chiffrées à 639 300 dollars au cours de l'exercice 2002/03. **Compte tenu du coût élevé de l'entretien des véhicules blindés de transport de personnel Nyala, le Comité s'interroge sur l'intérêt du transfert de ces véhicules à la FNUOD et se demande si la mission doit**

continuer de les utiliser. Il a été précisé au Comité, sur sa demande, que le siège de la FNUOD étudie actuellement, dans le cadre d'un comité présidé par le chef du personnel, la question de l'utilisation des véhicules blindés de transport de personnel par la mission afin de déterminer si elle se justifie. L'étude porte également sur le coût de l'entretien des véhicules blindés de transport de personnel à la FNUOD et, en particulier, sur les dépenses engagées à ce jour du fait de l'utilisation de véhicules blindés Nyala pour les patrouilles. Sur la base des résultats de l'étude, la FNUOD fera une proposition détaillée qu'elle présentera au Siège d'ici au 31 mars 2004.

Frais bancaires

30. Le Comité note que des dépenses supplémentaires de 1 400 dollars sont prévues au titre des frais bancaires, ce qui représente une augmentation de 11,1 % par rapport au montant alloué pour l'exercice en cours, à savoir 12 600 dollars. Les dépenses prévues ont été calculées à partir des dépenses effectives au cours de l'exercice 2002/03. Le Comité, qui a demandé des explications sur cette forte augmentation des frais bancaires, a été informé qu'au cours de l'exercice 2002/03, la FNUOD avait cessé de payer ses fournisseurs par chèque et les réglait désormais au moyen de virements télégraphiques, ce qui entraînait des frais supplémentaires. Cette nouvelle modalité de paiement avait été adoptée pour assurer des paiements plus rapides et plus sûrs aux fournisseurs qui se trouvent dans divers pays.

Conclusions du Comité consultatif

31. Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre en ce qui concerne le financement de la FNUOD pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 sont indiquées au paragraphe 16 du rapport sur l'exécution du budget (A/58/641). **Le Comité consultatif recommande que le solde inutilisé de 16 100 dollars, ainsi que le montant correspondant aux autres recettes et ajustements, à savoir 1 875 000 dollars, soient portés au crédit des États Membres selon des modalités que déterminera l'Assemblée générale.**

32. Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre en ce qui concerne le financement de la FNUOD pour l'exercice allant du 1er juillet 2004 au 30 juin 2005 sont indiquées au paragraphe 20 du projet de budget (A/58/662). **Compte tenu des observations formulées plus haut, le Comité consultatif recommande que les dépenses inscrites au budget de la FNUOD soient ramenées de 40 902 100 dollars à 40 715 700 dollars.**

Documentation

- Rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget de la FNUOD pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 (A/58/641)
- Rapport du Secrétaire général sur le projet de budget de la FNUOD pour l'exercice allant du 1er juillet 2004 au 30 juin 2005 (A/58/662)
- Rapport du Secrétaire général sur la FNUOD pour la période du 19 juin 2003 au 9 décembre 2003 (S/2003/1148)

- Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le financement de la FNUOD (A/57/772/Add.7)
- Résolutions 56/294 et 57/324 de l'Assemblée générale sur le financement de la FNUOD
- Résolution 1488 (2003) du Conseil de sécurité

Annexe

**État au 29 février 2004 des dépenses effectives de la
Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement
pour la période du 1er juillet 2003 au 30 juin 2004**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montants alloués</i>	<i>Dépenses</i>
Militaires et personnel de police		
Observateurs militaires	—	—
Contingents	19 495,7	18 414,4
Police civile	—	—
Unités de police constituées	—	—
Total partiel	19 495,7	18 414,4
Personnel civil		
Personnel international	5 014,3	3 767,4
Personnel recruté sur le plan national	1 755,8	1 141,6
Volontaires des Nations Unies	—	—
Total partiel	6 770,1	4 909,0
Dépenses opérationnelles		
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	40,0	32,9
Personnel fourni par des gouvernements	—	—
Observateurs électoraux civils	—	—
Consultants	—	—
Voyages	295,3	113,4
Installations et infrastructures	5 945,1	3 442,0
Transports terrestres	2 715,8	1 050,9
Transports aériens	—	—
Transports maritimes et fluviaux	—	—
Transmissions	1 873,8	621,0
Informatique	1 581,4	596,6
Services médicaux	305,3	168,0
Matériel spécial	155,7	144,5
Fournitures, services et matériels divers	831,0	423,2
Projets à effet rapide	—	—
Total partiel	13 743,4	6 592,5
Total brut	40 009,2	29 915,9
Recettes provenant des contributions du personnel	982,1	751,6
Total net	39 027,1	29 164,3
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—
Total	40 009,2	29 915,9